



Les artistes palestiniens rÃ©primÃ©s, alors qu'IsraÃ«l Â« instrumentalise la peur et la cÃ©lÃ©britÃ© Â»

Description

Les menaces de mort, les arrestations et lâ??autocensure crÃ©ent un environnement rÃ©pressif pour les personnalitÃ©s et les institutions culturelles palestiniennes en IsraÃ«l.

Par Mariam Farah, le 23 avril 2024



Siège vides au théâtre Sard de Haifa.

La persécution a commencé [presque immédiatement](#). Quelques jours après l'attaque du 7 octobre menée par le Hamas et le début de l'assaut israélien sur Gaza, la chanteuse Dalal Abu Amneh, citoyenne palestinienne d'Israël, a été arrêtée pour un message publié sur les réseaux sociaux.

Elle a écrit « Il n'y a de vainqueur que Dieu », après que son équipe en charge de ses réseaux sociaux au Caire lui a demandé d'essayer de trouver les mots pour exprimer ce qu'elle ressentait. L'idée était que la violence du Hamas et les représailles israéliennes, inévitablement brutales, n'apporteraient rien de bon. Sans l'en avertir explicitement, son

À quipe en charge de ses réseaux sociaux a ajouté un drapeau palestinien au message, comme elle le fait habituellement pour tous ses messages. Mais lorsque celui-ci s'est répandu dans le paysage surchargé des réseaux sociaux après le 7 octobre, les menaces et le harcèlement à l'encontre d'Abu Amneh se sont rapidement multipliés.

La chanteuse folk, qui est également neuroscientifique, a contacté la police dans l'espoir qu'elle mette un terme aux menaces. Mais au poste de police, elle a appris qu'elle faisait l'objet d'une enquête pour cette publication. Elle a été arrêtée sur place et détenue dans une cellule pendant trois jours, les mains et les jambes menottées, avant d'être relâchée.

Pendant plus de deux mois après son arrestation, des manifestants se sont rassemblés quotidiennement devant le domicile d'Abu Amneh dans la ville d'Afula, à majorité juive, située dans le nord du pays et souvent menacés par le maire, Avi Elkabetz et exigeant qu'elle et sa famille soient expulsées du pays. « Depuis le début de cette affaire, il y a eu 85 manifestations devant ma maison », a-t-elle déclaré à +972. « Ils essaient de nous intimider, mes enfants, mon mari et moi-même. Nous vivons une période très difficile. Mon mari a également été persécuté sur son lieu de travail et certains extrémistes ont même essayé d'envoyer des gens pour acheter notre maison à Afula. En me persécutant, ils cherchent à intimider tous les Palestiniens ».



Dalal Abu Amneh

Le 12 février, l'État a [classé l'affaire](#) contre Abu Amneh. « Les persécutions dont j'ai fait l'objet et mon arrestation étaient arbitraires, comme l'ont même reconnu certains juges », a-t-elle expliqué. « En fin de compte, le dossier a été classé parce que non seulement il n'y avait pas de preuves, mais aussi parce qu'il n'y avait même pas d'accusation. »

« Le traitement réservé par la police à Dalal Abu Amneh fait choquer son comportement à l'égard de toute personne ayant publié des messages de soutien à Gaza au début de la guerre », a déclaré Abeer Baker, l'avocat d'Abu Amneh, +972. « Comme des dizaines d'autres personnes, Dalal a été confrontée à l'incitation à la haine son regard sur les réseaux sociaux, suivie de plaintes contre elle de la part de groupes de droite qui se consacrent à l'information sur les Palestiniens. Mais compte tenu de son profil public, Dalal était une cible majeure. »

« La censure et l'influence de Mme Dalal constituaient un outil d'intimidation pratique », poursuit M. Baker. « En arrivant à une icône jouissant d'une grande popularité, les autorités envoient un message effrayant : personne n'est à l'abri. L'arrestation d'Abu Amneh montre comment les autorités utilisent la peur et la censure pour faire taire les voix palestiniennes ».

En effet, bien que les combats de la guerre actuelle soient concentrés à Gaza, ils ont déclenché une crise pour les citoyens palestiniens d'Israël et les artistes en particulier ont été pris dans le collimateur. Leur liberté d'expression étant étouffée, les artistes palestiniens ont dû faire face aux attaques de l'État et de ses citoyens juifs israéliens sous la forme d'incitation à la haine, de discrimination, de poursuites judiciaires et de menaces physiques. Souvent, ces attaques résultent d'une simple expression de solidarité avec la population de Gaza ou d'une opposition pacifique à l'assaut brutal d'Israël.

« La force d'un artiste réside dans la protestation créative à travers son travail », a ajouté M. Baker. « Mais le climat de peur entraîne une autocensure silencieuse, qui conduit de nombreux artistes à perdre la capacité de canaliser leur impuissance dans la créativité, comme c'est souvent leur instinct. En étouffant les artistes, cette panique sape leur rôle essentiel dans la canalisation de l'action, de la solidarité et de la dissidence ».



Des policiers quittent le théâtre Al-Midan à Haïfa après que le commissaire de police israélien Dudi Cohen ait ordonné l'annulation d'un événement à la mémoire du leader du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), George Habash, le 1er février 2009. (Oren Ziv/Activestills)

La répression comme héritage

Les restrictions imposées par Israël à la culture et à l'art palestiniens sont bien antérieures à la guerre actuelle. Elles existaient déjà lors de la fondation de l'État et n'ont cessé de

fluctuer depuis. Mais les mesures de répression prises depuis le 7 octobre sont si sévères que de nombreux critiques affirment que l'analogie la plus proche est l'époque du régime militaire israélien sur les citoyens palestiniens, qui a duré de 1948 à 1966.

« La peur n'est pas un phénomène instantané ; c'est quelque chose de profondément ancré, héréditaire de génération en génération », a déclaré Abeer Bishtawi, journaliste indépendant et dramaturge, 37 ans. « La phrase « Comment vivons-nous sous un régime militaire ? » est un sentiment très répandu parmi la population. Ce sentiment découle de l'absence perçue de lois et de limites claires, où la distinction entre les actions permises et interdites est devenue floue, favorisant un sentiment d'insécurité omniprésente qui imprègne tous les aspects de la vie. »

Ces dernières années, la répression a eu de graves répercussions sur les théâtres et les artistes qui ont affirmé leur identité palestinienne. En 2015, par exemple, le ministre israélien de la culture a gelé le financement d'Al-Midan, l'un des principaux théâtres de langue arabe de Haïfa. La controverse portait sur la production du théâtre « [A Parallel Time](#) », qui se concentre sur l'histoire du prisonnier palestinien Walid Daqqa, récemment condamné alors qu'il purgeait une peine de prison à vie pour son implication dans le meurtre d'un soldat israélien dans les années 1980.

Après une fermeture temporaire et un tollé général, le financement d'Al-Midan a été partiellement rétabli en 2016, bien qu'à un niveau inférieur, et le théâtre a rouvert ses portes avec l'espoir que les pressions politiques ne empêcheraient pas de faire entendre la voix de la culture et de l'identité palestiniennes. Mais la pression financière et politique continue à pousser à fermer définitivement ses portes deux ans plus tard.

Des pressions similaires ont eu un impact sur l'industrie cinématographique. En 2014, la réalisatrice palestinienne [Suha Arraf](#) a essuyé de vives critiques lorsqu'elle a enregistré son film, « *Villa Touma* », en tant que film « palestinien » à la Mostra de Venise. Le film avait été financé en grande partie par des organismes israéliens, notamment le Fonds israélien pour le cinéma, l'Administration des petites entreprises du ministre de l'Économie et la Loterie nationale ; il avait également bénéficié d'investissements allemands. Mme Arraf a finalement été [contrainte de restituer](#) les fonds qu'elle avait reçus à l'État israélien.



Photo de « Villa Touma », un film de Suha Arraf.

Dans un article publié à l'époque, Mme Arraf a déclaré : « Les films appartiennent à ceux qui les créent. Ils n'appartiennent jamais aux fondations qui les ont financés et encore moins aux pays. Je termine mon film comme un film palestinien parce que je suis avant tout une Palestinienne et que son histoire est racontée de mon point de vue, qui est un point de vue palestinien ».

En 2021, la Cour suprême israélienne a confirmé l'interdiction de projeter le documentaire « Jenin, Jenin », qui explore le raid mené en 2002 par l'armée israélienne contre le camp de réfugiés palestiniens de cette ville de Cisjordanie et les crimes de guerre qu'elle a commis

contre des civils palestiniens à?? des allégations niées par Israël. Le réalisateur du film, Mohammed Bakri, a été condamné à verser des dommages et intérêts pour le film, qui aurait déformé la vérité. Le film a été interdit peu après sa sortie en 2002, avant que la Cour suprême n'annule la décision. En 2021, l'interdiction a été rétablie à la suite d'une action en justice intentée par un soldat pour diffamation en raison d'affirmations fabriquées de toutes pièces.

Mme Arraf a déclaré à +972 qu'elle pensait que si la controverse sur son film avait eu lieu aujourd'hui, plutôt qu'il y a dix ans, elle serait probablement emprisonnée par les autorités israéliennes au lieu d'être simplement obligée de restituer le financement du film. « Nous vivons une période sombre », a-t-elle déclaré. « Les Palestiniens souffrent d'intimidations. La liberté de pensée et d'expression est prise en otage. La situation risque d'empirer. »

« L'objectif est de servir contre les médias britanniques pour faire passer un message »

Mouna Hawa, une actrice palestinienne, a été confrontée à des réactions négatives quelques semaines après le 7 octobre après avoir exprimé son inquiétude sur son compte Instagram privé au sujet de la situation à Gaza, affirmant que les enfants de Gaza pourraient bientôt mourir de soif. Après sa publication, son ami et collègue lui a répondu en privé et l'a attaquée pour son prétendu soutien au Hamas, lui disant « Laissez-les libérer les otages d'abord. »

Dans cette correspondance privée, Hawa a suggéré que la couverture médiatique de l'attaque du 7 octobre contenait des informations erronées, comme l'affirmation infondée selon laquelle 40 soldats israéliens avaient été décapités par des militants du Hamas. Elle a indiqué que l'attentat aurait pu être une réponse à l'oppression, à l'occupation et à l'emprisonnement des Palestiniens. Son amie a dit à Hawa d'aller à Gaza, après quoi Hawa l'a bloquée sur Instagram.



Mouna Hawa.

Bien que Hawa ait prÃ©cisÃ© dans une dÃ©claration publique qu'Ã©elle s'opposait Ã© ce que l'on blesse des innocents, quel que soit leur camp, son collÃ©gue a continuÃ© Ã© l'attaquer publiquement dans la presse en sortant sa dÃ©claration de son contexte. Son collÃ©gue a transmis la transcription de la conversation Ã© divers mÃ©dias avant qu'elle ne soit finalement publiÃ©e par le journal de droite *Israel Hayom*. D'autres collÃ©gues ont Ã©galement attaquÃ© Hawa, et la sociÃ©tÃ© de production de sa derniÃ©re [sÃ©rie tÃ©lÃ©visÃ©e](#) ainsi que le service public de radiodiffusion israÃ©lien (*Kan 11*) oÃ¹ elle a Ã©tÃ© diffusÃ©e ont dÃ©clarÃ© qu'ils ne [travailleraient plus](#) avec Hawa.

La situation est rapidement devenue incontrÃ©lable. Son numÃ©ro de tÃ©lÃ©phone a Ã©tÃ© divulguÃ© en ligne et elle a reÃ§u des appels tÃ©lÃ©phoniques menaÃ§ants pendant plus d'une semaine. Ses pages sur les rÃ©seaux sociaux ont Ã©tÃ© inondÃ©es de menaces de violence : viols et menaces de mort contre elle et sa famille. Ã©« J'Ã©tais terrifiÃ©e Ã© l'idÃ©e de quitter ma maison Ã©», dit-elle.

Hawa n'a pas Ã©tÃ© surprise de recevoir un tel traitement. Ã©« Ce qui m'est arrivÃ© est un exemple de quelque chose de plus grand et de plus profond Ã©», a-t-elle dÃ©clarÃ©. Ã©« Il a suffi d'un seul message pour que mes collÃ©gues me jugent. En pÃ©riode de conflit, les idÃ©es racistes latentes Ã© l'encontre des Palestiniens refont surface. Nous sommes depuis longtemps marginalisÃ©s, avec des stÃ©rÃ©otypes dÃ©crivant les artistes arabes comme des terroristes ou comme Ã©tant en quelque sorte arriÃ©rÃ©s Ã© ce qui est amplifiÃ© par des programmes comme *Fauda*. Ã©»

Ã©« Les budgets consacrÃ©s Ã© l'art arabe restent minimes, voire rÃ©duits Ã© nÃ©ant, bien que certains projets palestiniens indÃ©pendants cherchent Ã© obtenir des financements Ã©trangers pour bÃ©nÃ©ficier d'une plus grande libertÃ© d'expression, mais mÃªme cette plateforme limitÃ©e pour nos voix risque de nous compromettre davantage Ã©», poursuit-elle. Mais Hawa n'est pas dÃ©couragÃ©e : Ã©« Chaque dÃ©fi nous obligera Ã© dÃ©couvrir une nouvelle voie Ã©».

ParallÃ©lement Ã© l'expÃ©rience d'Hawa, l'actrice palestinienne Maisa Abd Elhadi a Ã©galement Ã©tÃ© confrontÃ©e Ã© de graves rÃ©actions et Ã© des consÃ©quences juridiques pour des commentaires faits sur les rÃ©seaux sociaux. Abd Elhadi a Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e le 12 octobre et accusÃ©e d'incitation au terrorisme aprÃ©s avoir partagÃ© deux posts Instagram qui, [selon](#) la police israÃ©lienne, exprimaient un soutien aux attaques du Hamas du 7 octobre.



Maisa Abd Elhadi. (Mehran Falsafi/CC BY-SA 4.0 DEED)

Dans un premier message, l'actrice a partagé une photo de militants palestiniens franchissant la clôture entourant Gaza, qu'elle a légendé « Allons-y à la berlinoise », en référence à la chute du mur de Berlin. Dans un autre, elle a posté une photo de l'énigmatiquement d'une Israélienne de 85 ans, avec la légende « Cette dame vit l'aventure de sa vie ».

Après son arrestation, la police israélienne a photographié Abd Elhadi menottée sous un drapeau israélien, un acte critiqué par beaucoup comme étant d'insulte humiliant. Plus inquiétant encore, le ministre israélien de l'Intérieur, Moshe Arbel, aurait entamé une procédure visant à convoquer la citoyenneté israélienne d'Abd Elhadi, en demandant à l'Autorité de la population et de l'immigration de réexaminer l'affaire.

L'avocat d'Abd Elhadi, Muhammad Dahleh, a déclaré à +972 : « Il est clair qu'Abd Elhadi est persécutée. Même certains juges ont reconnu que ses publications n'étaient peut-être pas illégales, même si elles étaient dérangeantes ou manquaient de tact. Abd Elhadi est trahie des idées que la police prétend qu'elle a exprimées ».

Dahleh souligne que la censure d'Abd Elhadi fait d'elle une cible privilégiée et plus impactante : « Il est clair que l'objectif est de s'en prendre aux médias afin d'envoyer un message, puisqu'il a une grande résonance. Ce type d'actions contre les médias conduit à la répression et à tout type de protestation. Il en résulte un effet paralysant : le démantèlement de la liberté d'expression en raison de l'intimidation, de la censure ou de la punition par les autorités ».

Un environnement précaire

Le climat politique de persécution juridique et sociale a eu un impact considérable sur la production culturelle palestinienne pendant la guerre de Gaza. L'autocensure est omniprésente dans la communauté des arts du spectacle, beaucoup préférant garder le silence plutôt que de déformer leur travail pour se conformer aux normes d'autrui.

Mahmoud Abo Arisheh, directeur du [théâtre Saraya à Jaffa](#), a déclaré à +972 que le théâtre a mis en veilleuse son programme de spectacles réguliers pendant plusieurs mois après le début de la guerre. Au lieu de cela, il a organisé des activités non médiatisées, craignant que toute promotion publique ne provoque un tollé parmi le public ou les politiciens.



Un spectacle de stand-up au théâtre Saraya de Jaffa, le 17 janvier 2024.

 « La plupart des productions théâtrales qui avaient débuté avant la guerre ont été compl  tement interrompues   », explique-t-il.  « La fermeture du théâtre Al-Midan en 2021, par exemple, nous a rendus prudents quant à la mise en scène de pièces qui pourraient susciter des réactions négatives.   »

Saraya a rouvert ses portes fin décembre 2023, produisant des pièces en langue arabe accessibles au grand public mais destinées principalement à la communauté locale de Jaffa. Les productions du théâtre abordent les questions politiques actuelles et le climat glacial qui affecte les citoyens palestiniens d'Israël, et ont inclus une performance de protestation du rappeur [Tamer Nafar](#) et plusieurs spectacles de stand-up de [Nidal Badarneh](#).

Raffichissant son propre rôle dans le contexte de la crise actuelle, le théâtre a décidé d'organiser des ateliers utilisant le théâtre forum, une forme interactive de théâtre où le public joue le rôle de personnages opprimés afin d'explorer publiquement des alternatives et de stimuler l'activisme social. Les spectateurs ont fait salle comble lors des dernières représentations, apparemment désireux de s'unir et d'exprimer collectivement leur chagrin, leur colère et leur solidarité.

« Les théâtres d'arts et la culture palestinienne et arabe opèrent dans un environnement précaire », a déclaré Ayman Nahas, directeur du théâtre Sard Haifa, +972. « Toute tentative de fermeture ou de censure pourrait porter un coup sévère à ce secteur fragile. »

Ces institutions culturelles préservent et mettent en valeur l'identité palestinienne, les racines et la langue arabe, mais elles dépendent du financement et du soutien publics, ainsi que d'un climat politique favorable. Les théâtres ne peuvent pas facilement résister à des perturbations majeures telles que la fermeture ou la détresse financière.



Des participants à une discussion lors du festival du film arabe de Jérusalem au théâtre national palestinien El-Hakawati, à Sheikh Jarrah, Jérusalem-Est occupée. (Samir Shareef)

« Tout désastre tel que des coupes budgétaires soudaines, des poursuites judiciaires, des restrictions ou des fermetures pourrait endommager irrémédiablement ces espaces artistiques importants mais vulnérables », a poursuivi M. Nahas. « Une fois perdues, ces plateformes culturelles et les histoires qu'elles racontent peuvent être impossibles à reconstruire. Sard sera confronté à de grands défis après la guerre, tout comme il l'était avant des défis non seulement politiques, mais aussi économiques. »

« Malheureusement, il y aura parfois de lâ??autocensure politique, car nous avons dÃ©cidÃ© de rester, de relever les dÃ©fis, de construire un thÃ©Ã¢tre et de crÃ©er du thÃ©Ã¢tre pour le public », a ajoutÃ© M. Nahas. « Lâ??art fait partie du processus populaire â?? il doit revenir et il doit trouver un moyen de revenir. »

Reconstruire ce qui a Ã©tÃ© dÃ©truit

Face Ã tous ces dÃ©fis, plusieurs questions importantes se posent : Quel est lâ??avenir de lâ??art palestinien ? Comment Ã©voluera-t-il dans les annÃ©es Ã venir ? Et quel sera le rÃle des artistes ?

Arraf, directeur de la « Villa Touma », dÃ©crit les derniÃres annÃ©es comme marquÃes par un « transfert culturel » : de nombreux artistes palestiniens ont quittÃ le pays pour pouvoir produire et crÃ©er plus librement. Ceux qui restent sont dans un Ãtat de deuil collectif, ce qui rend la production artistique difficile.

Samer Asakli, artiste palestinien et membre du groupe *Darbet Shams*, sâ??est installÃ Ã Berlin quelques semaines aprÃs le 7 octobre. Dans une interview accordÃe Ã +972, il explique : « Avant la guerre, je me sentais dÃ©j pris au piÃge. Dâ??un point de vue Ãconomique, la situation est compliquÃe pour les artistes palestiniens en IsraÃl : mÃame sâ??ils bÃnÃficient dâ??un financement de lâ??Ãtat, ils doivent respecter des rÃgles restrictives qui limitent la libertÃ dâ??expression. Et nos liens culturels naturels avec le monde arabe sont fortement restreints par le fait que nous y vivons en tant que citoyens palestiniens dâ??IsraÃl. »



Samer Asakli fait partie du groupe Darbet Shams.

Asakli a dÃ©clarÃ quâ??il Ã©tait dÃ©j en « mode survie » depuis quatre ans. Lorsque la guerre a commencÃ, la possibilitÃ dâ??Ãtre arrÃtÃ pour avoir tenu et exprimÃ ses opinions â?? et le manque de libertÃ artistique â?? lâ??ont amenÃ Ã conclure quâ??il devait partir.

« Je me sentais frustrÃ de voir ce qui se passait Ã Gaza et jâ??avais peur dâ??exprimer librement mes opinions et mes sentiments, car je risquais dâ??Ãtre persÃcutÃ ou emprisonnÃ â?? voyez ce qui est arrivÃ Ã Dalal Abu Amneh », a-t-il dÃ©clarÃ. « Jâ??ai reÃu des menaces anonymes sur mes rÃseaux sociaux. Ã Berlin, je peux au moins entrer en contact avec la sphÃre culturelle arabe, et la ville vous accueille sur le plan artistique, ce qui est impossible lÃ oÃ jâ??Ãtais auparavant. »

Ali Mawasi, poÃte et rÃdacteur en chef du [magazine culturel Fusha](#), a dÃ©clarÃ Ã +972 que le ciblage des artistes et des intellectuels dans le pays et [lâ??Ãtranger](#) a crÃÃ un climat oÃ les artistes et les institutions culturelles sont en Ãtat dâ??alerte. En lâ??absence de garanties, nâ??importe quel civil peut dÃ©sormais se faire justice lui-mÃame, ce qui accroÃt la portÃe et lâ??intensitÃ de la rÃpression de la libertÃ culturelle palestinienne. Le fait que des Ãtudiants

portent des armes sur le campus, par exemple, suscite la peur et a un effet dissuasif, décourageant la liberté d'expression et le militantisme parmi les étudiants.

« Dans cet environnement de silence, de répression et d'intimidation, toute œuvre d'art ordinaire devient un acte de protestation », a déclaré M. Mawasi. « La société doit d'abord se remettre du choc et de l'impuissance. Ensuite, elle pourra attaquer l'impact des politiques de *silenciation* et mettre en place des mesures pour récupérer sa culture. L'assaut permanent contre l'art et la culture palestiniens sans parler de la violence à Gaza a jusqu'à présent empêché le début de ce processus de réhabilitation.

Pourtant, selon Mawasi, le rôle des artistes dans ce processus de guérison est indispensable. « Les artistes et les intellectuels doivent jouer un rôle actif, en promouvant la guérison collective par l'organisation et l'encouragement. Nous devons renforcer l'immunité des artistes et des intellectuels en créant des projets, des cadres inclusifs et des voies leur permettant de produire, d'innover et de briser la barrière de la peur. »

Abu Amneh, pour sa part, continue d'utiliser son art comme moyen de résistance. « Les événements récents ont démontré sans équivoque la persécution permanente dont sont victimes les Palestiniens en Israël », a-t-elle déclaré. « On tente de défigurer la conscience collective palestinienne. Mais nous, les artistes, participons à sa construction et à son renforcement. »

« Les Palestiniens en Israël ont joué un rôle pionnier dans la formation de cette conscience, en utilisant l'art comme moyen d'exprimer notre culture et d'affirmer notre identité », a-t-elle ajouté. « À travers l'art et la musique, j'ai essayé de reconstruire ce qui a été détruit par l'occupation. »

Mariam Farah est une journaliste palestinienne de Haïfa.

Source : [+972](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée
2024/04/24